

Daniel MOUCHARD

*Les « exclus » dans l'espace public.*

*Mobilisations et logiques de représentation dans la France contemporaine*

Le questionnement général de la thèse part d'une interrogation sur les logiques de la représentation politique, à partir de l'observation du constat récurrent d'une « crise de la représentation » dans la France contemporaine. Un des principaux symptômes identifiés, dans les discours portant sur cette « crise » serait l'émergence d'une « nouvelle question sociale » : l'« exclusion », processus social qui écarterait de l'espace public et de la représentation politique une partie significative de la population, placée dans une situation de précarité extrême et de marginalisation. Or, on assiste depuis le début de la décennie 1990, en France, à la multiplication de mobilisations impliquant des groupes désignés comme « exclus » (chômeurs, sans-papiers, mal-logés), ainsi que des militants politiques et syndicaux. On aboutit alors à une situation apparemment paradoxale : la représentation de ces « exclus » dans l'espace public. Quelles formes spécifiques cette représentation prend-elle alors ? Ces formes marquent-elles une rupture, une nouveauté ?

Pour construire la recherche à partir de ce questionnement, il faut d'abord préciser la définition théorique du concept de représentation et ordonner ses différentes acceptions. En effet, spécifier le concept de représentation conduit à l'envisager comme l'articulation de plusieurs sens. La relation de représentation se fonde avant tout sur la production d'une figuration du groupe à représenter. Elle trouve donc ses racines dans l'ordre des représentations sociales. Ce premier sens s'articule à un deuxième, qui renvoie à la représentation comme relation de délégation. Enfin, dans un troisième sens complémentaire, la représentation d'un groupe est aussi inscription dans un espace public et confrontation à l'instance structurante de cet espace : l'Etat.

En ce qui concerne la délimitation du terrain empirique, dans le cadre général de l'émergence de l'« exclusion » et des mobilisations des groupes catégorisés comme « exclus », on a notamment choisi l'exemple plus précis des mobilisations de chômeurs, et notamment d'Agir Ensemble contre le Chômage (AC !) : fondée fin 1993, cette organisation jouera un rôle déterminant dans la structuration du « mouvement des chômeurs », et, au-delà, dans les mobilisations d'« exclus » en général. Cet objet n'est cependant pas limitatif : l'investigation empirique a aussi porté, de façon plus indirecte, sur d'autres mobilisations (mal-logés, sans-papiers). Différentes méthodes ont été utilisées à cette fin : travail sur archives et documents, observation directe (de manifestations, réunions, assemblées générales), réalisation d'entretiens, en face à face et par téléphone, auprès de membres de l'association. Par ailleurs, il a été nécessaire, pour plusieurs points de la recherche, de

recourir à une perspective historique (en particulier à partir de la période de l'après-1968) pour saisir la genèse de certains phénomènes analysés dans le cadre de la thèse.

Du point de vue des outils d'analyse utilisés, le recours aux ressources conjointes de la sociologie politique et de la théorie politique a été constamment nécessaire : les instruments conceptuels développés par la sociologie politique, et spécifiquement la sociologie de l'action collective, ont permis d'analyser les phénomènes de représentation politique et les processus de mobilisation. Quant aux modèles de la théorie politique, ils ont permis d'une part de construire le questionnement initial (par un travail sur le concept -complexe- de représentation) et, d'autre part, de qualifier de manière systématique les répertoires de justification et les visées normatives des acteurs de la mobilisation.

A partir de cette grille d'analyse et du travail empirique effectué, on aboutit au constat suivant, qui structure la démarche de la thèse : si l'émergence de l'« exclusion » et de mobilisations liées à cette question manifeste un déplacement des représentations du social, et la constitution de nouveaux sujets politiques, en revanche, la structuration organisationnelle de ces mobilisations révèle une permanence des logiques de la représentation politique. Mais une des originalités importantes des mobilisations d'« exclus » au regard de la problématique de la représentation pourrait être les tentatives de construction d'un rapport alternatif à l'Etat, et d'élargissement des frontières de l'espace public, auxquelles elles donnent lieu.

Le plan de la thèse suit donc cette articulation générale. La première partie (« Mobilisations et conflits de représentations ») vise à analyser le déplacement concomitant à la montée en puissance de l'« exclusion » comme représentation dominante du social, mais aussi à l'apparition de formes identitaires et de discours critiques se posant comme alternatifs à celle-ci. Le premier chapitre (« L' 'exclu' comme sujet politique ? ») vise à montrer que la construction de l'« exclusion » comme représentation dominante fait émerger de nouvelles identités sociales, marquées par l'imposition d'attributs négatifs, à la suite du déclin de la figure de la classe ouvrière traditionnelle. Mais, avec les mobilisations d'« exclus », des formations identitaires alternatives fondées sur le retournement de cette négativité apparaissent, notamment à travers l'invention de l'identité collective « sans ». Le deuxième chapitre (« Du 'travail' au 'revenu' : 'mouvement des chômeurs' et déplacement des horizons d'attente »), dans la continuité du premier, vise à considérer plus précisément les formes de critique sociale et les horizons d'attente apparaissant dans le contexte des mobilisations de « sans », en resserrant l'analyse sur les mobilisations de chômeurs. Celles-ci se caractérisent par un déplacement des enjeux par rapport à l'horizon d'attente traditionnel des luttes sociales centré sur le monde du travail.

Cette première partie conclut donc à un déplacement des représentations et des formes identitaires, concomitant à l'émergence de l'« exclusion » et aux mobilisations qui s'inscrivent contre cette représentation dominante. La deuxième partie (« La tentative de construction d'une forme alternative de représentation politique ») déplace et focalise le regard sur les relations de représentation politique qui apparaissent dans l'espace de ces mobilisations, et les problèmes spécifiques qu'elles posent.

Le troisième chapitre (« 'Politique délibérative' et logiques d'organisation ») vise à montrer que les formes organisationnelles que les mobilisations de « sans » adoptent se caractérisent par la volonté de construire une forme de représentation politique alternative, cette volonté étant à mettre en relation avec les dispositions des différents acteurs des mobilisations. On a dans un premier temps analysé la genèse de ce modèle organisationnel alternatif, puis précisé ses caractéristiques. Mais ce projet se révèle fortement limité, sinon contredit, par les exigences pratiques de la mobilisation et les contraintes de situation, qui font précisément resurgir les logiques de la représentation politique. Dans le quatrième chapitre (« Intellectuels et 'sans' »), on prolonge cette problématique en étudiant une modalité spécifique de la délégation, celle de l'engagement de nombreux intellectuels aux côtés des mobilisations. Ce chapitre propose un repérage général des formes et des lieux d'intervention intellectuelle aux côtés des « sans », ainsi que des théorisations de cette intervention et, plus généralement, du rôle de l'intellectuel. Mais, là aussi, cette reformulation se révèle perturbée par la persistance de la méfiance vis-à-vis des intellectuels, qui reconduit des controverses traditionnelles en la matière.

Cette deuxième partie montre donc la permanence des logiques de la représentation politique au sein de formes organisationnelles qui tendent pourtant à en rejeter *a priori* le principe, et, par conséquent, une contradiction. Mais cette contradiction doit aussi être analysée à l'aune de l'inscription des mobilisations dans l'espace public, ce qui constitue l'objet de la troisième partie (« 'Sans', institutions et frontières de l'espace public »). Le cinquième chapitre (« Face à l'Etat : la politisation du rapport de dépendance ») montre que les organisations de « sans » s'efforcent de construire un mode de confrontation spécifique à l'Etat, dont le but est de dépasser le rapport de dépendance qui les lie initialement à cette institution. Dans ce cadre, c'est l'autonomie des personnes par rapport au contrôle étatique qui émerge comme une valeur de référence, bien plus qu'un horizon de renversement de l'ordre politique qui semble devenu obsolète. Ce déplacement est clarifié dans la dernière partie du chapitre par la confrontation des résultats de l'enquête avec des modèles théoriques (inspirés notamment d'Habermas) qui visent à rendre compte de la montée en puissance de cette revendication. Mais les organisations travaillent aussi, dans ce processus de confrontation, les frontières de l'espace public lui-même, en déplaçant les formes

d'action et les enjeux de la mobilisation vers de nouveaux espaces, internes ou externes à l'espace public national. Le sixième et dernier chapitre (« Transports d'espace public. Vers une extension de la représentation des 'exclus' ? ») vise donc à rendre compte de ce « transport » des enjeux dans un espace public aux frontières élargies, en analysant notamment l'investissement physique et la « publicisation » de certains lieux (églises, squats, institutions d'aide sociale...) par les groupes mobilisés, et les tentatives de projeter les mobilisations dans un espace supra-étatique (notamment au niveau européen). Se dessinent alors, de façon fragmentaire, des tentatives d'élargissement et de « pluralisation » des frontières de l'espace public. Cette question pourrait du reste constituer une des originalités majeures de ces mobilisations au regard de la question de la représentation et une des ouvertures possibles de la thèse.